



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 AOUT 1905.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 août 1905, de nommer MM. Stanislas Longtin, Zotique Fyfe and Bernard Hébert, estimateurs de la municipalité de Saint-Constant, comté de Laprairie, en vertu des dispositions du code municipal.

2813

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 8 août 1905, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska, M. Harry Brydges Yates, de la cité de Montréal, médecin, résidant durant l'été à Cacouna, dans le comté de Temiscouata.

2823

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt et unième jour de mai 1898, pour la paroisse de Saint-Hugues, dans le comté de Bagot, et de nommer par commission en date du 8 août 1905, MM. Joseph Emery Phaneuf, marchand, Jean-Baptiste Chabot, bourgeois, Alexis Lanoie et Henri Fafard, cultivateurs, Joseph Lamoureux, boucher, de la paroisse de Saint-Hugues, commissaires, de la dite cour.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th AUGUST, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 12th August, 1905, to appoint Messrs. Stanislas Longtin, Zotique Fyfe and Bernard Hébert, valuers of the municipality of Saint Constant, in the county of Laprairie, under and in virtue of the provisions of the municipal code.

2814

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th of August 1905, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska, Mr. Harry Brydges Yates, of the city of Montreal, physician, residing during summer time at Cacouna, in the county of Temiscouata.

2824

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty first day of May, 1898, for the parish of Saint Hugues, in the county of Bagot, and to appoint by commission dated the 8th of August, 1905, Messrs. Joseph Emery Phaneuf, merchant, Jean Baptiste Chabot, gentleman, Alexis Lanoie and Henri Fafard, farmers, and Joseph Lamoureux, butcher, of the parish of Saint Hugues, commissioners of the said court.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 28 août 1905, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans le canton Wolfe, comté de Terrebonne, et de nommer MM. Pierre Bélanger, Gonzague Dusablon, Prime Tisdell, Frédéric Sigoin et Ismael Paré, tous propriétaires, dans le dit canton, commissaires de la dite cour.

2821

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 11 août courant, 1905, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Gaspé, Percé.—M. Vital Gagné, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Hochelaga, Sainte-Cunégonde.—M. Narcisse Lapointe, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Syndic d'écoles.

Argenteuil, Arundel.—M. Ferdinand Brosseau, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

2829

Proclamation

Canada
Province de
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SAVIEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande use et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et aucun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by commission dated the 8th of August, 1905, to establish a court for the summary trial of small causes in the township of Wolfe, in the county of Terrebonne, and to appoint Messrs. Pierre Bélanger, Gonzague Dusablon, Prime Tisdell, Frédéric Sigoin and Ismael Paré, all proprietors, in the said township, commissioners of the said court.

2822

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th of August instant, 1905, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Gaspé, Percé.—Mr. Vital Gagné, to replace himself, his term of office having expired.

Hochelaga, Sainte-Cunégonde.—M. Narcisse Lapointe, to replace himself, his term of office having expired.

School trustee.

Argenteuil, Arundel.—M. Ferdinand Brosseau, to replace himself, his term of office having expired.

2830

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FILL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur

Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

2219

Québec.

of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.

2220

Québec.

Avis du Gouvernement

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-a-partage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage

Government Notice

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual

d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2071

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

avantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

2072

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal

d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2073

Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7526.

Dame Diana Demers, de Farnham, district de Bedford, dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Arthur Galipeau, son époux, restaurateur, du même lieu.

J. S. POULIN,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 août 1905.

2855

resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2074

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7526.

Dame Diana Demers, of Farnham, district of Bedford, duly authorized, has, this days, taken an action in separation as to property against her husband, Arthur Galipeau, saloon keeper, of the same place.

J. S. POULIN,

Attorney for the plaintiff.

Sweetsburg, 7th August, 1905.

2856

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Henri de Lauzon, comté de Lévis, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporée en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts révisés de la province de Québec.

THEODORE DUSSAULT,

Secrétaire.

Saint-Henri de Lauzon, 12 août 1905. 2811

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Mathilda Poliquin, épouse de Exilias Moreau, ci-devant de Central Falls, dans les états unis d'Amérique, et maintenant de Saint-Paul de Chester, dûment autorisée à ester en justice, a institué, le 21 juillet dernier, une action en séparation de corps contre le dit Exilias Moreau, son époux.

CREPEAU & MALHIOT,

Procureurs de la demanderesse.

2817

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2713

Dame Sarah Thier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Gangle, du même lieu,

vs

Le dit William Gangle, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 11 août 1905. 2825

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*

No 1195.

Dame Clara Houle, de la paroisse de Saint-Etienne, dit district, épouse commune en biens de Domina Pelletier, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

L. J. PAPINEAU,

Avocat de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 5 août 1905. 2773.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 1072.

Dame Adéline Blaingnier dit Jarry, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Téléphore Foucault, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 août 1905. 2785.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2747.

Dame Agnès Desbois, épouse commune en biens de Napoléon Gaudreault, restaurateur, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMARRE & BRODEUR,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 25 juillet 1905. 2697.4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

No 1185.

Dame Hélène Houle, de la paroisse de Sainte-Barbe, épouse de Joseph Eugène Daoust, hôtelier, du même lieu, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 14 juillet 1905. 2593-5

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Henri de Lauzon, in the county of Lévis, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and corporate under and in virtue of section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Québec.

THEODORE DUSSAULT,

Secretary.

Saint Henri de Lauzon, 12th August, 1905. 2812

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Mathilda Poliquin, of the parish of Saint Paul de Chester, wife of Exilias Moreau, formerly of Central Falls, U. S. A., and now of Saint Paul de Chester, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, on the 21st of July last, instituted an action for separation from bed and board against the said Exilias Moreau, his husband.

CREPEAU & MAILHIOT,

Attorneys for plaintiff.

2818

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2713.

Dame Sarah Thier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Gangle, of the same place,

vs

The said William Gangle, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th August, 1905. 2826

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

No. 1195.

Dame Clara Houle, of the parish of Saint Etienne, in the said district, wife common as to property of Domina Pelletier, of the same place, farmer, and duly authorized to proceed in law, has instituted an action for separation as to bed and board against her said husband.

L. J. PAPINEAU,

Attorney for plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 5th August, 1905. 2774

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 1072.

Dame Adéline Blaingnier dit Jarry, of the city and district of Montreal, has, to day, taken an action in separation as to property against Téléphore Foucault, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th August, 1905. 2786

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2747.

Dame Agnès Desbois, has, this day, sued in separation as to property, her husband, Napoléon Gaudreault, restaurant-keeper, of the city and district of Montreal.

LAMARRE & BRODEUR,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th July, 1905. 2698

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

No. 1185.

Mrs. Helene Houle, of the parish of Sainte Barbe, wife of Joseph Eugene Daoust, hotel keeper, of the same place, has taken, to-day, an action in separation as to property against her husband.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for Plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 14th July, 1905. 2594

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 108.

Dame Marie Louise Larcher, de la ville de Montmagny, dit district, épouse commune en biens de Emile Lacombe, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Emile Lacombe, son époux.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 20 juillet 1905. 2639-5

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dame Célanire Ouellet, épouse commune en biens de Paul Anctil, manufacturier, de la ville de Fraserville,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Paul Anctil, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

JULES LANGLAIS,
Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 3 août, 1905. 2775-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 155.

Dame Jessie Smith, du canton d'Irlande, dans le district d'Arthabaska, épouse de Samuel Thurber, autrefois du dit canton d'Irlande, maintenant absent de la province de Québec, dans des lieux inconnus, cultivateur, dûment autorisée par l'honorable juge Albert Malouin, un des honorables juges de cette cour, à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Samuel Thurber, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de juillet mil neuf cent cinq.

J. B. DIONNE,
Procureur de la demanderesse.
2675.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Céline Duplin dit St-Jean, épouse commune en biens de Zotique Bérard, de la ville de Saint-Louis, dit district, a institué, ce jour, une demande en séparation de biens contre son dit mari, sous le numéro 2723 des dossiers de cette cour.

BERARD, BRODEUR & BERARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 19 juillet 1905. 2621-5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3739.

Dame Elisabeth Leblanc, de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Hermas Gareau, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens.

TELLIER & LADOUCEUR,
Procureurs de la demanderesse.
Joliette, 5 juillet 1905. 2605.5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—Séjourant*
District de Gaspé. } *à Percé.*
No 620.

Dame Vitaline Lepage, de Sainte-Anne des Monts, épouse de Charles Thibault, ci-devant marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Charles Thibault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 17 mai 1905.

HUBERT CIMON,
Procureur de la demanderesse.
Percé, 18 juillet 1905. 2627-5

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 108.

Dame Marie Louise Larcher, of the town of Montmagny, said district, wife common as to property of Emile Lacombe, journeyman, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted, this day, an action for separation of property against the said Emile Lacombe, her husband.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 20th July, 1905. 2640

Superior Court.—Kamouraska.

Dame Celanire Ouellet, wife common as to property of Paul Anctil, of the town of Fraserville, manufacturer,
Plaintiff ;

vs.
The said Paul Anctil, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

JULES LANGLAIS,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 3rd August, 1905. 2776

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 155.

Dame Jessie Smith, of the township of Ireland, in the county of Megantic, in the district of Arthabaska, wife of Samuel Thurber, heretofore of the said township of Ireland, now absent from the province of Quebec, in unknown places, farmer, duly authorized by Honorable justice Albert Malouin, one of the Honorable justices of this court, to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.
The said Samuel Thurber, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of July, nineteen hundred and five.

J. B. DIONNE,
Attorney for plaintiff.
2676

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Céline Duplin dit St-Jean, wife commune en biens of Zotique Bérard, of the town of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her said husband, under the number 2723 of the records of this court.

BERARD, BRODEUR & BERARD,
Advocates for plaintiff.
Montreal, 19th July, 1905. 2622

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 3739.

Dame Elisabeth Leblanc, of the parish of Saint-Jacques de l'Achigan, district of Joliette, wife common as to property of Hermas Gareau, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 5th July, 1905. 2606

Province of Quebec, } *Superior Court.—Sitting*
District of Gaspé. } *at Percé.*
No. 620.

Dame Vitaline Lepage, of Sainte Anne des Monts, wife of Charles Thibault, heretofore merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.
The said Charles Thibault, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted on the 17th May, 1905.

HUBERT CIMON,
Attorney for plaintiff.
Percé, 18th July, 1905. 2628

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
In re Adrien Villeneuve, absent, Failli.
 Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal,
 ai été dûment nommé curateur aux biens du dit
 failli, en date du 2 d'août 1905.
 Les créanciers du dit failli sont requis de produire
 leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas
 encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal,
 dans les trente jours de la date du présent avis.
 WM. RENAUD,
 Curateur.
 Montréal, 11 août 1905. 2809

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Louis Dick, manufacturier, Mont-
 réal, Failli.
 Avis est par le présent donné que le dit failli a
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protono-
 taire, Montréal.
 ARTHUR W. WILKS,
 Député gardien provisoire.
 Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 14 août 1905. 2827

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 278.
 Dans l'affaire de Ernest Trudel et Maxime Dontig-
 ny, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, et
 y faisant affaires sous les nom et raison de Trudel
 & Dontigny,
 Débiteurs cédants.
 Avis est donné qu'à la dixième jour du mois
 d'août 1905, le soussigné a été nommé par une
 ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits
 Trudel & Dontigny, qui ont fait cession de leurs
 biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront
 être produites entre mes mains dans les trente jours
 de cet avis.

J. FRIGON,
 Curateur.
 Sainte-Anne de la Pérade, 11 août 1905. 2819

Avis est par le présent donné que le soussigné a
 été nommé curateur dans l'affaire de Pierre Beau-
 det, de la paroisse de Saint-Edouard de Gentilly,
 district de Trois-Rivières, le 9 août 1905.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de
 produire leurs réclamations, dûment assermentées,
 sous trente jours de cette date, à mon bureau, à
 Trois-Rivières.

EUGENE LAVIGNE,
 Curateur.

E. D. BOISCLAIR,
 Procureur du demandeur. 2845

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re "The Saint Lawrence Waterproof Clothing
 Co., Ltd.," En liquidation.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à
 objection jusqu'à mardi, le 5 septembre 1905, après
 laquelle date le dividende sera payable au
 bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Liquidateurs.
 Montréal, 19 août 1905. 2849

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
In re Adrien Villeneuve, absentee, Insolvent.
 I, the undersigned, accountant, of the city of Mon-
 treal, have been appointed curator in the estate of
 said insolvent, in date of 2nd day of August, 1905.
 Creditors of said insolvent are requested to pro-
 duce their claims at my office (if they have not
 already done so), No. 15, Saint James street, Mon-
 treal, within thirty days from date of present notice.
 WM. RENAUD,
 Curator.
 Montreal, 11th August, 1905. 2810

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Louis Dick, manufacturer, Mon-
 treal, Insolvent.
 Notice is hereby given that the said insolvent
 has, this day, made, in the prothonotary's office in
 Montreal, a judicial abandonment of his property
 for the benefit of his creditors.
 ARTHUR W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.
 Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street.
 Montréal, 14th August, 1905. 2828

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 278.
 In the matter of Ernest Trudel and Maxime Dontig-
 ny, of the parish of Saint Jacques des Piles,
 there doing business in partnership under the
 name and style of Trudel & Dontigny,
 Assigning debtors.
 Notice is given that on the tenth day of the
 month of August, 1905, the undersigned was named
 by a judgment of the court, curator to the estate of
 the said Trudel & Dontigny, who have made an
 assignment of their property for the benefit of their
 creditors.

Sworn claims should be filed with me within
 thirty days of this notice.

J. FRIGON,
 Curator.
 Sainte Anne de la Pérade, 11th August, 1905. 2820

Notice is hereby given that, on the 9th August,
 1905, the undersigned was appointed curator in the
 matter of Pierre Beaudet, of the parish of Saint
 Edouard de Gentilly, in the district of Three
 Rivers.

The creditors of the said insolvent are required to
 produce their claims, duly attested under oath,
 within thirty days of this date, at my office, at Three
 Rivers.

EUGENE LAVIGNE,
 Curator.

E. D. BOISCLAIR,
 Attorney for the curator. 2846

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Saint Lawrence Waterproof Clothing Co.,
 Ltd., In liquidation.
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in the above matter which will be open to objection
 until Tuesday, 5th September, 1905, after which
 date dividend will be payable at the office of the
 undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Liquidators.
 Montreal, 19th August, 1905. 2850

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Carrie A. Bassett "King Paper Box
 Co.", Faillie ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre
 de cette cour, le 11ème jour d'août 1905, j'ai été
 nommé curateur aux biens de la dite faillie, qui
 en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de
 ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon
 bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 2837
 Montréal, 11 août 1905.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re James Burke, Insolvable ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre
 de cette cour, le 10ème jour d'août courant, j'ai
 été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en
 a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses
 créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon
 bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 2835
 Montréal, 11 août 1905.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Jos. Monarque, Demandeur ;

vs
 Louis Monarque, sellier, des cité et district de
 Montréal, Absent.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de
 cette cour, le 15e jour d'août courant, j'ai été
 nommé curateur aux biens délaissés par le dit absent,
 pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon
 bureau sous trente jours, pour être colloquées sur la
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame. 2833
 Montréal, 16 août 1905.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dlle Philomène Rochon, fille majeure jouis-
 sant de ses droits civils, à Montréal, Insolvable ;

et
 Wilfrid Bessette, avocat, Montréal, Requéant.

Avis est par le présent donné que la dite insol-
 vable a, ce jour, fait un abandon judiciaire de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure pour
 le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
 Sub. gardiens provisoires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal. 2853
 Montréal, 15 août 1905.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Harris Schrieber, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 16e jour
 d'août 1905, nous avons été nommés curateurs con-
 joints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Dame Carrie A. Bassett, "King Paper Box
 Co.", Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of this court,
 on the 11th day of August, 1905, I was appointed
 curator to the property of the above named, who
 made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within 30 days,
 to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street. 2838
 Montreal, 11th August, 1905.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re James Burke, Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of this court,
 on the 10th day of August instant, I was appointed
 carator to the property assigned by above named for
 the benefit of his creditors.

Claims should be fyled at my office within 30 days,
 to ensure collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal. 2836
 Montreal, 11th August, 1905.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Jos. Monarque, Plaintiff ;

vs
 Louis Monarque, saddler, of the city and district of
 Montreal, An absentee.

Notice is hereby given that, by order of this
 court, on the 15th day of August instant, I have
 been appointed curator to the estate of the said
 absentee, which he has abandoned for the benefit
 of his creditors.

Claims should be filed at my office within thirty
 days, to ensure their collocation on the dividend
 sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street. 2834
 Montreal, 16th August, 1905.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *superior Court.*
In re Dlle Philomène Rochon, spinster, possessing
 all her civil rights, in the city of Montreal, Insolvent ;

and
 Wilfrid Bessette, lawyer, of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent
 debtor has, this day, made a judicial assignment
 of all her property for the benefit of her creditors,
 at the office of the prothonotary of the superior
 court for the district of Montreal, at Montreal, said
 district.

CHARTRAND & TURGEON,
 Sub. provisional guardians.

180, Saint James street, Montreal. 2854
 Montreal, 15th August, 1905.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Harris Schrieber, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th day of
 August, 1905, we were appointed joint curators to
 the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent

Le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 août 1905. 2847

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Howard & Guile, Faillis.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 5e jour de septembre 1905, après laquelle date les dividende sera payable au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 août 1905. 2851

Licitations

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No 3707.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le trente juin mil neuf cent cinq, dans une cause dans laquelle Dame Hermine Brisson, épouse commune en biens de Joseph Leclerc, cultivateur, de la paroisse de Saint-Esprit, dans le dit district, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs, et George Brisson, Théodule Brisson, de la dite paroisse de Saint-Esprit, Dame Tharsile Brisson, de la dite paroisse, veuve de feu Ambroise Rochon, en son vivant cultivateur, du même lieu, Dame Léocadie Brisson, de la dite paroisse, veuve de feu Thomas St-Jean, en son vivant cultivateur, du même lieu, Dame Eulalie Brisson, épouse commune en biens de Joseph Brien, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dit district, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située dans la paroisse de Saint-Esprit, contenant un arpent de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à la rivière du Saint-Esprit, de l'autre bout aux terres de la côte Saint-Louis, d'un côté au défendeur, Théodule Brisson, et de l'autre côté à François Desroches—sans bâtisses, laquelle terre est maintenant connue comme étant le (No 114) numéro cent quatorze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Joliette; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et l'adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les

are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 16th August, 1905. 2848

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Howard & Guile, Insolvents.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, and will be open to objection until Tuesday, 5th September, 1905, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 19th August, 1905. 2852

Licitations

Province of Quebec. }
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 3707.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the thirtieth of June, nineteen hundred and five, in a cause in which Dame Hermine Brisson, wife *commune en biens* of Joseph Leclerc, of the parish of Saint Esprit, in the said district, farmer, and the latter to authorize his said wife, are Plaintiffs, and George Brisson, Théodule Brisson, of the parish of Saint Esprit, Dame Tharsile Brisson, of the said parish, widow of the late Ambroise Rochon, in his lifetime of the same place, farmer, Dame Léocadie Brisson, of the said parish, widow of the late Thomas St-Jean, in his lifetime of the same place, farmer, Dame Eulalie Brisson, wife *commune en biens* of Joseph Brien, of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, in the said district, farmer, and this latter to authorize his said wife, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveable property described as follows, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Esprit, containing one arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, adjoining at one end the river of Saint Esprit, at the other the lands of the côte Saint Louis, on one side the defendant, Théodule Brisson, and at the other side, François Desroches—without buildings, which lot of land is now known as being number one hundred and fourteen (114), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Esprit.

The above described immoveable property will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of OCTOBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Joliette; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions *afin de conserver* must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file

délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JOS. SYLVESTRE,
Procureur des demandeurs.
Joliette, 30 juin 1905. 2807
[Première publication, 19 août 1905.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2450.
Joseph Nadon, Demandeur ;

vs
Emile Nadon, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quatorzième jour de juillet 1905, dans une cause dans laquelle Joseph Nadon, journalier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, est Demandeur ; et Emile Nadon, autrefois du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, est Défendeur, ordonnant la licitation de certaine bâtisse et des droits conférés au demandeur et au défendeur par certaine promesse de vente sur la subdivision 437 du lot No 10, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

La dite bâtisse et les dits droits ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, 1905, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice de la cité de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs du demandeur.
Montréal, 21 juillet 1905. 266C.2
[Première publication, 29 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } LOUIS NAPOLEON
No 169. } L MARCEAU ET AL,
Demandeurs ; contre FRs. LACROIX, Défendeur.

Une terre située en la paroisse du Sacré Cœur de Marie, étant la moitié sud-ouest du lot numéro un, dans le dixième rang du canton de Thetford, formant environ cent acres en superficie, maintenant connue comme étant le numéro un C, du dixième rang du cadastre officiel pour le dit canton de Thetford—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du Sacré-Cœur de Marie, comté de Mégantic, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain 1905, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 août 1905. 2843
[Première publication, 19 août 1905.]

such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for plaintiffs.
Joliette, 30th June, 1905. 2808
[First published, 19th August, 1905.]

Province of Quebec }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2450.
Joseph Nadon, Plaintiff ;

vs
Emile Nadon, Defendant.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of July, 1905, in a cause in which Joseph Nadon, laborer, of the town of Saint Louis, district of Montreal, is Plaintiff ; and Emile Nadon, formerly of the same place, and presently of parts unknown, is Defendant, ordering the licitation of certain building and of the rights conferred upon plaintiff and defendant by a certain promise of sale upon the subdivision No. 437 of lot No. 10, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

The said building and the said rights above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1905, sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st July, 1905. 2664
[First published, 29th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } LOUIS NAPOLEON MAR-
No. 169. } L MARCEAU ET AL, Plaintiffs ;
against FRs LACROIX, Defendant.

A farm in the parish of Sacred Heart of Mary, being the south west half of lot number one, in the tenth range of the township of Thetford, containing about one hundred acres in superficies, now known as lot number one C, of the tenth range of official cadastre for said township of Thetford—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Sacred Heart of Mary, county of Mégantic, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, 1905, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 17th August, 1905. 2844
[First published, 19th August, 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **TREFFLÉ PERRON**,
No 26. } Demandeur ; contre
PIERRE LANDRY A VITAL, Défendeur.

Trois arpents de terre du large, plus ou moins, sur la profondeur du lot numéro onze, du troisième rang du canton de Thetford ; bornés en avant au chemin entre les deuxième et troisième rangs, en arrière au chemin des troisième et quatrième rangs, d'un côté au nord-est par Théophile Pomerleau, et de l'autre côté au sud-ouest par Eusèbe Letourneau et Joseph McHarg ou représentants, maintenant connu le dit morceau de terre comme étant le lot numéro onze B (11 B), du troisième rang, au cadastre officiel pour le dit canton de Thetford, contenant cinquante neuf acres, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain 1905, à TROIS heures de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 août 1905. 2841
[Première publication 19 août 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **ELZEAR LACHANCE**,
No 129. } Demandeur ; contre
DONAT CARIGNAN, Défendeur.

Une terre étant le lot numéro trois, du cinquième rang du canton de Bulstrode, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, sous les numéros deux cent quatre-vingt-trois et deux cent quatre-vingt-quatre (283 et 284)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 26 juillet 1905. 2671.2
[Première publication, 29 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et eux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **GEORGE VILLENEUVE**,
No 129. } Demandeur ; vs **GEORGE H. ALLAN**, Défendeur.

Un moulin et ses accessoires, construit sur le coin sud-ouest du lot numéro quarante et un (41), du dixième rang, du cadastre d'Adstock et dépendances—avec le droit résultant d'un bail pour le dit coin de terre, devant témoin, en date du 16 novembre 1904, pour dix ans, à raison de cinq piastres par année, payable à Archélas Bolduc.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 14 août 1905. 2815
[Première publication, 19 août 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **TREFFLÉ PERRON**,
No 26. } Plaintiff ; against
PIERRE LANDRY A VITAL, Defendant.

Three arpents of land in width, more or less, on the depth of lot number eleven, in the third range of the township of Thetford ; bounded in front by the road between the second and third ranges, in the rear by the road between the third and fourth ranges, on one side north easterly by Théophile Pomerleau, and on the other side south westerly by Eusèbe Letourneau and Joseph McHarg or representatives, now known said piece of land as being lot number eleven B (11 B), of the third range, of official cadastre for said township of Thetford, containing fifty nine acres, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, 1905, at THREE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th August, 1905. 2842
[First published, 19th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **ELZEAR LACHANCE**,
No. 129. } Plaintiff ; against **DONAT CARIGNAN**, Defendant.

A farm being lot number three, in the fifth range of the township of Bulstrode, now known and described on the official plan and book of reference for said township, as being numbers two hundred and eighty three and two hundred and eighty four (283 and 284)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Rosaire, on the THIRTIETH day of A U G U S T next, 1905, at T E N o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 26th July, 1905. 2672
[First published, 29th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **GEORGE VILLENEUVE**,
No. 129. } Plaintiff ; vs **GEORGE ALLAN**, Defendant.

A mill and accessories, built on the south west corner of the lot number forty one (41), of the tenth range of the cadastre of Adstock and dependencies—together with the right under a lease for the said corner of land, before a witness, dated the 16th November, 1904, for ten years, at the rate or price of five dollars per year, payable to Archélas Bolduc.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode d'Adstock, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village Saint Joseph, Beauce, 14th August, 1905. 2816
[First published, 19th August, 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **HONORE O'DESS** ALIAS
 No. 85. } **ODEST OU AUDES**, De-
 mandeur : contre **EDOUARD O'DESS** ALIAS
ODEST OU AUDES ET AL. Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, seigneurie Saint-Etienne, en la concession Saint-Marc, étant maintenant connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Bernard, sous le numéro trois cent soixante et sept (367), contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le trait-quarré de la concession Saint-Mathieu, au nord-ouest par la veuve Joseph Couture, et au sud-est par Célestin Camiray—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le **TRENTIEME** jour d'**AOUT** mil neuf cent cinq, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village Saint-Joseph, Beauce, 24 juillet 1905.
 2657.2

[Première publication, 29 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRAINS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Province de Québec, } **NAPOLÉON BENOIT**,
 District de Bedford. } du village de Saint-
 No. 68. } Césaire, dans le district de
 Saint-Hyacinthe, marchand, Demandeur ; contre les
 biens meubles et immeubles de **PHILIAS MERCIER**,
 de la ville de Farnham, dans le district de
 Bedford, Défendeur.

Ces deux morceaux de terre formant une terre, et connus et décrits sous les numéros quatre cent seize (416) et quatre cent dix-huit (418), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford—avec une maison et autres bâtisses sus érigées. Sauf et excepté du dit lot numéro quatre cent dix-huit (418), un morceau de terre triangulaire borné comme suit : mesurant deux cent trois pieds sur le chemin et allant du fossé jusqu'au lot numéro 419, et cent soixante et deux pieds entre les lots quatre cent dix-huit (418) et quatre cent dix-neuf (419), avec toutes les améliorations.

Pour être vendus à la porte de la bâtisse servant maintenant pour le culte divin sur les terrains du collège, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le **TRENTIEME** jour de **SEPTEMBER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 16 août 1905. 2873

Première publication du 12 août est nulle.

[Première publication, 19 août 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **HONORE O'DESS** ALIAS
 No. 85. } **ODEST OR AUDES**, Plain-
 tiff ; against **EDOUARD O'DESS** ALIAS **ODEST**
OR AUDES ET AL. Defendants.

A land situate in the parish of Saint Bernard, seignory of Saint Etienne, in the concession Saint Marc, now known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Bernard, under the number three hundred and sixty seven (367), containing two arpents in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north east by a public road, on the south west by the line of the concession Saint Mathieu, on the north west by the widow Joseph Couture, and on the south east by Celestin Camiray — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST**, nineteen hundred and five, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 24th July,
 1905. 2658

[First published, 29th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*

Province of Québec, } **NAPOLÉON BENOIT**,
 District of Bedford. } the village of Saint
 No. 68. } Césaire, in the district of
 Saint Hyacinth, merchant, Plaintiff ; against the
 goods and lands of **PHILIAS MERCIER**, of the
 town of Farnham, in the district of Bedford,
 Defendant.

Those two certain pieces of land forming one farm, and known and described as numbers four hundred and sixteen (416) and four hundred and eighteen (418), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the county of Missisquoi and district of Bedford—with a house and other buildings thereon erected. Save and except from said lot number four hundred and eighteen (418), a triangular piece of land bounded as follows : measuring two hundred and three feet on the road and going from the ditch to lot number 419, and one hundred and sixty two feet between lots four hundred and eighteen (418) and four hundred and nineteen (419), with all improvements thereon.

To be sold at the door of the building now used as a place of divine worship on the college grounds, in the town of Farnham and district of Bedford, on the **THIRTIETH** day of **SEPTEMBER** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sweetsburg, 16th August, 1905. 2874

First publication of the 12th of August is null.

[First published, 19th August, 1905.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Saint-François, à savoir : } **ALBERT A. WOOD-**
No 5746. } **MAN, Demandeur ;**
contre **EDMUND J. BRYAN, Défendeur.**

Deux morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Hereford, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Lot numéro dix-neuf B (19 B), dans le onzième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hereford, sujet au droit de coupe et autres droits en faveur de Adam et Hamelin, tel que leurs droits peuvent apparaître.

2° Lot numéro vingt et un B (21 B), dans le septième rang, sur les dits plan et livre de renvoi du dit canton de Hereford, sujet aussi au droit de coupe, en faveur de Harry H. Clark, tel que ses droits peuvent apparaître—ensemble avec les bâtisses érigées et améliorations faites sur les dits deux morceaux de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 juillet 1905. 2673.2
[Première publication, 29 juillet 1905.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.

Saint Francis, to wit : } **ALBERT A. WOOD-**
No. 5746. } **MAN, Plaintiff ;**
against **EDMUND J. BRYAN, Defendant.**

Two pieces or lots of land situate in the township of Hereford, in the district of Saint Francis, known and described as follows :

1. The lot number nineteen B (19 B), in the eleventh range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Hereford, subject to the right of stumpage and other rights in favor of Adam and Hamelin, as their rights may appear.

2. The lot number twenty one B (21 B), in the seventh range, on said plan and book of reference of the said township of Hereford, subject likewise to the right of stumpage, in favor of Harry H. Clark, as his rights may appear—together with the buildings and improvements on the said two pieces of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Herménégilde, on the **TWENTY NINTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 26th July, 1905. 2674
[First published, 29th July, 1905.]

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'hôtel de ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1905), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales et scolaires mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction, in the assembly room of the city hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next (1905), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Propriétaires de biens-fonds. Proprietor of the real estate.	Propriétaire des améliorations. Proprietor of the improvements.	Numéro du cadastre. Number of cadastre.	Quartier. Ward.	Description de la propriété. Description of the property.	Taxes municip. Municip. taxes.	Taxes d'eau. Water rates.	Frais de perception. Costs of collection.	Taxes d'école. School taxes.	Frais de perception. Cost of collection.	Total.
A. W. Marston.....	Léon Lacelle.....	Pt. 170	5	Vacant.....	.....	\$14 50	\$1 95	\$4 00	\$1 55	\$22 00
Inconnu—unknown.....		Pt. 3, Lac—Lake Flora.	4	Pt. Lac—Lake Flora.....	\$23 18	3 50	1 95	.....	.....	28 63
Succ.—Estate Scott.....	Joseph Thibert.....	401	5	Maison en bois—Wood house.....	8 60	8 25	2 20	.....	.....	19 05
" ".....	Philippe Poliquin..	Pt. 417	5	Vacant.....	8 03	10 00	4 20	5 50	1 85	29 58
" ".....	Joseph Deslauriers.	Pt. 537	5	Maison en bois—Wood house.....	24 69	14 00	2 90	37 50	1 70	79 89
Z. Ouellette.....		Pt. 191	5	Vacant.....	9 95	.....	2 20	.....	.....	12 15
" ".....		Pt. 191	5	Maison en bois—Wood house.....	12 24	15 67	.....	24 90	1 55	54 36
H. Dupuis.....	Joseph Lesage.....	Pt. 65	5	" ".....	10 25	16 00	2 20	6 50	1 55	36 50
Joseph Deslaurier.....		Pt. 194	5	.....	22 70	16 00	2 20	17 25	1 55	59 70
C. E. Graham.....		290	2	Vacant.....	7 07	.....	1 95	.....	.....	9 02
Ottawa College.....	André Dupuis.....	Pt. 75	3	Maison en bois—Wood house.....	13 37	21 00	2 20	.....	.....	36 57
Hearl & Mahoney.....		{ B 252 in ward.....	1	{ Carrières—Quarries.....	.....	.....	.....	4 50	1 55	6 05
		{ B 91 ".....	2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoré Dumontier.....		244	2	Mais. plâtrée—Plastered hse—Mais. en p.—Stone hse.....	.....	.....	.....	123 00	1 85	124 85
Succ.—Estate Scott.....	William Laroche.....	Pt. 275	5	Maison en bois—Wooden house.....	.....	.....	.....	9 50	1 55	11 05
P. H. Durocher.....	Patrice Carrière.....	Pt. B 12	3	" ".....	.....	.....	.....	3 00	1 70	4 70
Ottawa College.....	André Dupuis.....	Pts. 68, 75, 76	3	Maison en bois et boulangerie—Wood house & bakery.....	.....	.....	.....	19 55	1 55	21 10

1905

Donné à Hull susdit, ce 12e jour d'août—Given at Hull aforesaid, this 12th day of August, 1905.

JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.—City clerk.
2831-32

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 17 août 1905, de nommer M. Arthur Marquis, de Sept Isles, estimateur pour la municipalité du canton Letellier, comté de Saguenay, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 2861

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 16 août 1905, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Ottawa, Cantley.—MM. John Foley et Raphaël Ricard, le premier en remplacement de lui-même, et le second en remplacement de M. N. Fournelle, dont le terme d'office est expiré.

Syndics d'écoles.

Québec, Saint-Dunstan.—M. William Henry Morgan, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Sherbrooke, Orford.—M. John Ross, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 2857

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seize août 1905, de nommer M. Charles Lanctôt, avocat, conseil du Roi et officier spécial en loi, de la cité de Québec, assistant procureur général et greffier en loi de la législature. 2875

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi 3, Ed. VII, ch. 45, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 14 juillet 1905, incorporant sous le nom de "Paspebiac Bait Association", The LeBoutillier Brothers Company, Limited, MM. J. B. Doucet, J. E. Levesque, Alfred Labraceur, Wm. A. Labraceur, Adolphe Huard, J. C. Lequesne, Joseph Fulban, P. F. LeGresly, P. C. Duret, (prêtre), J. J. J. Ouvrard, Guillaume de la Rasbie, Alfred Laurent, W. L. McPherson, Pierre Huard (Wm.), Olivier Denis, Leopold Darosbille, Abel Chapados, (Anac.), Abel Chapados (Jean), et Prins Doucet.

Le siège principal des affaires est à Paspébiac.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2859

Avis de Faillites

District du Saguenay.

Joseph A. Brassard, de la Malbaie, marchand, a, le 10 août 1905, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district du Saguenay, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 17 août 1905. 2867

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 17th August, 1905, to appoint Mr. Arthur Marquis, of Sept Isles, valuator for the municipality of the township of Letellier, in the county of Saguenay, under the provisions of article 728 of the municipal code. 2862

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 16th August, 1905, to make the following appointments to wit :

School commissioners.

Ottawa, Cantley.—Messrs. John Foley and Raphaël Ricard, the first to replace himself, and the second to replace Mr. N. Fournelle, whose term of office has expired.

School Trustees.

Québec, Saint-Dunstan.—Mr. William Henry Morgan, to replace himself, his term of office having expired.

Sherbrooke, Orford.—Mr. John Ross, to replace himself, his term of office having expired. 2858

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth of August, 1905, to appoint Mr. Charles Lanctôt, of the city of Québec, advocate, King's counsel and special law officer, to be assistant attorney-general and law clerk of the legislature assembly. 2876

Government Notice

Notice is hereby given that in virtue of the act 3 Ed. VII, ch. 45, letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, dated the 14th July, 1905, incorporating under the name of the "Paspebiac Bait Association", The LeBoutillier Brothers Company, limited, Messrs J. B. Doucet, J. E. Levesque, Alfred Labraceur, Wm. A. Labraceur, Adolphe Huard, J. C. Lequesne, Joseph Fulban, P. F. LeGresly, T. C. Duret, priest, J. J. J. Ouvrard, Guillaume de la Rasbie, Alfred Laurent, W. L. McPherson, Pierre Huard (Wm.), Olivier Denis, Leopold Darosbille, Abel Chapados, (Anac.), Abel Chapados (Jean), and Prime Doucet.

The principal place of business is at Paspébiac.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

2860

Bankrupt Notices

District of Saguenay.

Joseph A. Brassard, de la Malbaie, merchant, has, on the 10th of August, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 17th August, 1905. 2868

District de Québec.

Dans l'affaire de Georges Bergeron, épicier, Québec, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 septembre 1905, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 17 août 1905. 2863

District de Rimouski.

In re L. H. Chouinard & Cie., marchands, Matane, Insolvables.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 septembre 1905, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 17 août 1905. 2865

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 101.

In re M. Goldberg, Montréal, Failli.
Avis est donné que le dit failli a, le dix-septième jour d'août 1905, déposé son bilan au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal.

A. LAMARCHE,
Subrogé gardien provisoire.

No 2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 17 août 1905. 2871

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 99.

In re E. A. Tourangeau, Montréal, Failli.
Avis est donné que le dit failli a, le dix-septième jour d'août 1905, déposé son bilan au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal.

A. LAMARCHE,
Subrogé gardien provisoire.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 17 août 1905. 2869

En Liquidation

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.

Dans l'affaire de "The Laurie Engine Company",
En liquidation.

En vertu d'un jugement de la cour supérieure de la province de Québec, dans et pour le district de Montréal, rendu le 16e jour d'août 1905, des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, jusqu'à MIDI, le 20e jour de SEPTEMBRE 1905, pour l'achat des biens suivants de "The Laurie Engine Company," en liquidation.

Les soumissions peuvent être faites pour les biens comme suit, savoir :

- Lot No 1.—Immeubles, bâtisses, matériel et machines situés sur les rues Sainte-Catherine et Tansley, Montréal, évalués par inventaire détaillé à \$149,424 90
- Lot No 2.—Immeubles, bâtisses, etc., situés sur la rue Kent, Montréal, et évalués par inventaire détaillé à... \$ 7,392 00

District of Quebec.

In the matter of Georges Bergeron, grocer, Quebec, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 5th September, 1905, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 17th August, 1905. 2864

District of Rimouski.

In re Chouinard & Co., merchants, Matane, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th September, 1905, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Office : 44, Dalhousie street,
Quebec, 17th August, 1905. 2866

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 101.

In re M. Goldberg, Montreal, Insolvent.
Notice is given that the said insolvent has, on the seventeenth day of August, 1905, deposited the statement of his affairs in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

A. LAMARCHE,
Subrogate provisional guardian.

No. 2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 17th August, 1905. 2872

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 99.

In re E. A. Tourangeau, Montreal, Insolvent.
Notice is given that the said insolvent has, on the seventeenth of August, 1905, deposited the statement of his affairs at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

A. LAMARCHE,
Subrogate provisional guardian.

2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 17th August, 1905. 2870

In Liquidation

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.

In re The Laurie Engine Company,
In liquidation.

Under the authority of a judgment of the superior court, of the province of Quebec, in and for the district of Montreal, rendered on the 16th day of August, 1905, sealed tenders will be received by the undersigned up to TWELVE o'clock NOON, on the 20th day of SEPTEMBER, 1905, for the purchase of the following assets of the Laurie Engine Company, in liquidation.

Tenders may be made for the property as follows, viz :

- Lot No. 1.—Real estate, buildings, plant and machinery, situated on Sainte-Catherine and Tansley streets, Montreal, valued as per detailed inventory, at.....\$ 149,424 90
- Lot No. 2.—Real estate, buildings, &c., situated on Kent street, Montreal, and valued as per detailed inventory, at..... 7,392 00

Lot No 3. — Meubles, consistant en petits outils, limes, forets et appareils en général, matières brutes, charbon, coke, patrons, desseins, machines complètes, travail en opération et clientèle, évalués par inventaire détaillé du 27 mai 1905 à... \$118,428 00

L'équipement, matériel et machines sont dans une condition de première classe, et ont été en opération pour terminer certains contrats de la compagnie depuis que l'ordre de liquidation a été accordé, par conséquent les grandes affaires et les relations précieuses de la compagnie n'ont pas été altérées.

Un inventaire et une cédule détaillés des biens de la compagnie peuvent être examinés au bureau du liquidateur, 1012, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Les conditions du paiement sont 20 % comptant sur notification d'acceptation; la balance devant être payée sous soixante jours. Sujet à l'arrangement satisfaisant avec le liquidateur, les conditions du paiement peuvent être prolongées pour une période n'excédant pas six mois, avec intérêt à 6 %.

Les soumissions seront ouvertes par le liquidateur, en présence des inspecteurs, dans son bureau, 1012, rue Sainte-Catherine, Montréal, le 20e jour de septembre 1905, à quatre heures de l'après-midi.

Le liquidateur ne sera pas obligé d'accepter la plus haute ou aucune des soumissions.

Les soumissions devront être marquées "Soumissions pour les biens de 'The Laurie Engine Company' en liquidation", et devront être accompagnées d'un chèque accepté de 5 % du montant de la soumission, payable à l'ordre du liquidateur. Les dits chèques seront remis au cas où la soumission ne serait pas acceptée et sera confisquée, si, sur notification de l'acceptation d'aucune soumission, la personne ou les personnes négligeant de remplir leur obligation stipulée.

Les acquéreurs d'immeubles auront dix jours pour examiner le titre d'icelle, à leurs propres frais, et si aucune objection essentielle est soulevée que le liquidateur ne veut pas ou est incapable de régler, les dépôts des soumissionnaires pourront être remis et la vente sera nulle.

Tous les frais et charges pour compléter les titres, actes, etc., à la propriété achetée seront à la charge de l'acquéreur.

Pour plus de renseignements et détails, s'adresser au liquidateur.

J. M. MACKIE,
Liquidateur.
1012, rue Sainte-Catherine,
Montréal. Qué.

HENEKER & DUFF,
Solliciteurs du liquidateur,
Bâtisses Sovereign Bank,
Montréal Qué.

2839

Lot No. 3.—Moveables, consisting of small tools, files, drills and general supplies, raw materials, coal, coke, patterns, drawings, completed machinery, work in progress and good will, valued as per detailed inventory of 27th May, 1905, at..... 118,428 00

The equipment, plant and machinery is in first class condition, and has been kept in operation completing various contracts of the company since the granting of the winding up order, consequently the extensive business and valuable connection of the company have not been impaired.

An inventory and detailed schedule of the assets of the company can be seen at the office of the liquidator, 1012, Sainte Catherine street, Montreal.

Terms of payment are 20% cash on notification of acceptance; the balance to be paid within sixty days. Subject to satisfactory arrangement with the liquidator, the terms of payment may be extended for a period not exceeding six months, with interest at 6%.

Tenders will be opened by the liquidator, in the presence of the inspectors, at his office, 1012, Sainte Catherine street, Montreal, on the 20th day of September, 1905, at four of the clock in the afternoon.

The liquidator will not necessarily accept the highest or any tender.

Tenders must be marked "Tender upon assets of the Laurie Engine Company in liquidation", and must be accompanied by an accepted cheque for 5% of the amount of the tender, payable to the order of the liquidator. The said cheques will be returned in the event of the tender not being accepted and will be forfeited, if, upon notification of the acceptance of any tender, the party or parties thereto fail to fulfil their stipulated obligation.

Purchasers of real estate will have ten days to examine the title thereto, at their own expense, and if any substantial objection is raised which the liquidator is unwilling or unable to remove the tenderers, deposits may be returned and the sale shall be void.

All costs and charges of completing titles, deeds, &c., of the property purchased shall be borne by the purchaser.

For further particulars and details apply to the liquidator.

J. M. MACKIE,
Liquidator,
1012, Saint Catherine street,
Montreal, Que.

HENEKER & DUFF,
Solicitors for liquidator,
Sovereign Bank Bldg.,
Montreal, Que.,

2840

**Index de la Gazette Officielle de
Québec No. 33.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Demers vs Galipeau, 1210 ; Desbois vs Gaudreault, 1211 ; Blaingnier dit Jarry vs Foucault, 1211 ; Duplin dit St. Jean vs Bérard, 1212 ; Houle vs Daoust, 1211 ; Lapointe vs Simard, 1190 ; Larcher vs Lacombe, 1212 ; Leblanc vs Gareau, 1212 ; Lepage vs Thibault, 1212 ; Ouellet vs Ancil, 1212 ; Poliquin vs Moreau, 1211 ; Smith vs Thurber, 1212 ; Thier vs Gangle, 1211.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —
Dme Houle vs Pelletier, 1211.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1205.

ASSURANCE : — Cie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-Henri de Lauzon, 1211.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1208 ; Conseil législatif, 1207.

FAILLIS : — Basset (Dme), 1214 ; Beaudet, 1213 ; Brassard, 1221 ; Burke, 1214 ; Chouinard & Cie, 1222 ; Dick, 1213 ; Goldberg, 1222 ; Howard & Guile, 1215 ; Monarque, 1214 ; Rochon (Dme), 1214 ; Schrieberg, 1214 ; Trudel & Dontigny, 1213 ; The Saint Lawrence Waterproof Clothing Co, 1213 ; Tourangeau, 1222 ; Villeneuve, 1213.

LETTRE PATENTE : — Paspébiac Bait Association, 1221.

LIQUIDATION : — The Laurie Engine Coy, 1222.

NOMINATIONS : — Assistant-procureur-général et greffier en loi de la législature, 1221 ; Commissaires et syndics d'écoles : — Gaspé, 1206 ; Hochelaga, 1206 ; Argenteuil, 1206 ; Ottawa, 1221 ; Québec, 1221 ; Sherbrooke, 1221.

Cour des commissaires : — Saint-Hugues, comté de Bagot, 1205.

Estimateurs : — Saint-Constant, comté de Laprairie, 1205 ; Municipalité du canton Letellier, 1221.

Juge de paix : — District de Kamouraska, 1205.

PROCLAMATION : — Convocation des chambres, 1206.

VENTE PAR LICITATION : — Dme Brisson et vir vs Brisson et al, 1215 ; Nadon vs Nadon, 1216.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Cité de Hull, 1220.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA : — Lachance vs Carignan, 1217 ; Moreau et al vs Lacroix, 1216 ; Perron vs Landry, 1217.

BEAUCE : — O'Dess vs O'Dess et al, 1218 ; Ville-neuve vs Allain, 1217.

BEDFORD : — Benoit vs Mercier, 1218.

SAINT-FRANÇOIS : — Woodman vs Bryan, 1219.

QUÉBEC : — Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

**Index of the Quebec Official
Gazette No. 33.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Demers vs Galipeau, 1210 ; Desbois vs Gaudreault, 1211 ; Blaingnier dit Jarry vs Foucault, 1211 ; Duplin dit St. Jean vs Bérard, 1212 ; Houle vs Daoust, 1211 ; Lapointe vs Simard, 1190 ; Larcher vs Lacombe, 1212 ; Leblanc vs Gareau, 1212 ; Lepage vs Thibault, 1212 ; Ouellet vs Ancil, 1212 ; Poliquin vs Moreau, 1211 ; Smith vs Thurber, 1212 ; Thier vs Gangle, 1211.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —
Dme Houle vs Pelletier, 1211.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 1205.

INSURANCE : — Mutual Fire Insurance Company of Saint Henri de Lauzon, 1211.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1208 ; Legislative Council 1207.

INSOLVENTS : — Basset (Dme), 1214 ; Beaudet, 1213 ; Brassard, 1221 ; Burke, 1214 ; Chouinard & Cie, 1222 ; Dick, 1213 ; Goldberg, 1222 ; Howard & Guile, 1215 ; Monarque, 1214 ; Rochon (Dme), 1214 ; Schrieberg, 1214 ; Trudel & Dontigny, 1213 ; The Saint Lawrence Waterproof Clothing Co, 1213 ; Tourangeau, 1222 ; Villeneuve, 1213.

LETTERS PATENT : — Paspébiac Bait Association, 1221.

LIQUIDATION : — The Laurie Engine Coy, 1222.

APPOINTMENTS : — Assistant attorney general and Caw Clerk of the legislature, 1221 ; Commissioners and school trustees : — Gaspé, 1205 ; Hochelaga, 1206 ; Argenteuil, 1206 ; Ottawa, 1221 ; Quebec, 1221 ; Sherbrooke, 1221.

Commissioners court : — Saint Hugues, county of Bagot, 1205.

Valuators : — Saint Constant, county of Laprairie, 1205 ; Municipality of the township Letellier, 1221.

Justice of the peace : — District of Kamouraska, 1205.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 1206.

SALE BY LICITATION : — Dme Brisson et vir vs Brisson et al, 1215 ; Nadon vs Nadon, 1216.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES : — City of Hull, 1220.

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA : — Lachance vs Carignan, 1217 ; Moreau et al vs Lacroix, 1216 ; Perron vs Landry, 1217.

BEAUCE : — O'Dess vs O'Dess et al, 1218 ; Ville-neuve vs Allain, 1217.

BEDFORD : — Benoit vs Mercier, 1218.

SAINT FRANCIS : — Woodman vs Bryan, 1219.

QUÉBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.